

TABLE DES MATIÈRES

Préface

Gilbert ORSONI	7
----------------------	---

Évolutions récentes sur la réforme de l'État

Gilbert ORSONI	9
Introduction	9
I. Une démarche originale	10
A. Une première étape : la réforme budgétaire (LOLF)	11
B. Une accumulation de réformes plus directement axées sur l'organisation administrative (dont certaines paraissent découler de la LOLF, RGPP, RÉATE, d'autres pas)	11
1. Une relance de la décentralisation	11
2. Une articulation LOLF/réforme de l'État. La révision générale des politiques publiques (RGPP)	12
II. Un processus non abouti	13
A. Les limites d'une réforme de l'État par la réforme budgétaire	13
B. Une réforme inaboutie, voire fragile, des collectivités territoriales	13
C. Les insuffisances (largement admises) de la RGPP	14

La protection des consommateurs en droit thaïlandais : les évolutions récentes des principes et de la procédure

Nontawat NAWATRAKULPISUT	17
I. La loi de février 2008 sur la responsabilité du fait des produits défectueux	18
A. La règle de fond : la responsabilité civile des professionnels	18
1. La responsabilité civile des professionnels	18
a. Une responsabilité de principe du professionnel	18
b. Une définition large de la notion de produit défectueux	19
2. L'exonération possible de la responsabilité des professionnels	19
B. La règle de forme : la procédure à suivre	20
1. L'action en justice conformément aux règles générales de la procédure civile	20
a. L'action menée par la victime	20
b. L'action exercée par une personne autre que la victime	20
2. L'action selon la procédure spéciale du contentieux de la consommation	21
II. La loi d'août 2008 sur la procédure relative au contentieux de la consommation	21
A. Le contentieux de la consommation	21
1. La condition de forme	21

2. La condition de fond.....	22
B. Les dispositions procédurales en faveur des consommateurs	22
1. La procédure du contentieux de la consommation	22
a. Une procédure en partie inquisitoire.....	22
b. Les incitations à l'action des consommateurs	22
2. Les mesures techniques en faveur du consommateur	23
Conclusion	23

Un regard sur la protection des consommateurs dans la perspective de l'intégration économique de l'ASEAN

Aimpaga TECHA-APIKUN.....	25
I. L'existence de la politique de protection des consommateurs dans les textes fondateurs de la Communauté de l'ASEAN.....	28
A. La place imprécise de la politique de protection des consommateurs dans le texte fondamental pour la création de la Communauté de l'ASEAN.....	29
1. L'histoire de la Charte de l'ASEAN vis à vis de la reconnaissance de la notion de protection des consommateurs.....	30
2. La Charte de l'ASEAN et la vague existence du concept consumériste.....	31
B. Les directions concrètes de la politique de protection des consommateurs dans les Plans pour la création de la Communauté de l'ASEAN.....	32
1. Le Plan pour la Communauté économique de l'ASEAN (<i>The ASEAN Economic Community Blueprint</i>).....	32
2. Le Plan de la Communauté Socio-Culturelle de l'ASEAN	37
II. Le contexte récent de la protection des consommateurs.....	39
A. La protection actuelle des consommateurs dans les instruments législatifs du commerce régional	39
1. L'Accord sur le commerce des marchandises de l'ASEAN (<i>The ASEAN Trade in Goods Agreement, ATIGA</i>)	39
1. L'Accord cadre sur le service de l'ASEAN (<i>The ASEAN Framework Agreement on Service, AFAS</i>).....	44
B. La mise en pratique des actions de protection des consommateurs	46
1. La naissance du Comité de coordination d'ASEAN sur la protection des consommateurs (<i>The ASEAN Committee for consumer protection, ACCP</i>) début de la mise en place de la politique du consommateur	46
2. Les actions prioritaires lancées afin de promouvoir les intérêts des consommateurs	47
a. Le développement du système de la notification et de l'information	47
b. Le développement du site web pour l'indemnisation des consommateurs transfrontaliers.....	47
c. Le développement et l'exécution de la feuille de route pour renforcer la capacité à promouvoir la protection des consommateurs	48
Conclusion	49

Les évolutions récentes relatives au droit de la propriété intellectuelle

Bhumindr BUTR-INDR	51
I. Les systèmes de droit de la propriété intellectuelle en Thaïlande	51
A. Statistiques	51
B. Le développement géographique de la production et de la commercialisation des contrefaçons	52
C. Frontière politique	53
D. La saisie en douane	54
II. Les évolutions récentes relatives à la lutte contre la contrefaçon	54
A. La notion de « <i>conspiracy</i> » en matière de marque	54
B. Le principe de la responsabilité sans faute en droit d'auteur thaïlandais	55
C. La moitié de l'amende est versée au titulaire de droits en matière de droit d'auteur	55
III. Les évolutions récentes relatives aux organes spécialisés	56
A. Le Département de l'Investigation Spéciale (DSI)	56
1. La pratique de certaines techniques sophistiquées telles que les écoutes téléphoniques	57
2. L'application de l'enquête proactive	58
B. La Cour spécialisée en Propriété Intellectuelle et Commerce International (CIPITC)	59
Annexe 1	61
1.1 Nombre total de décisions rendues sur la contrefaçon	61
1.2 Nombre total de décisions sanctions prononcées par les juridictions pénales	62
Annexe 2 – Les systèmes du droit de propriété intellectuelle en Thaïlande	63
Annexe 3	64
Annexe 4 – Les routes principales utilisées par les malfaiteurs et les anciennes routes pour les activités illégales afin de pénétrer en Thaïlande	65
Annexe 5	66
5.1 Les services extérieurs de l'Administration des douanes	66
5.2 Pauvreté en Thaïlande et au Laos source UNDE	66
5.3 Pauvreté et revenu en Birmanie et en Thaïlande	67

L'adaptation des droits de propriété intellectuelle français à la mondialisation

Laure MERLAND	69
I. Première étape de l'adaptation du droit français : la participation à la reconnaissance mondiale de droits de propriété intellectuelle unifiés	71
II. Seconde étape : la participation de la France à l'élaboration et la mise en œuvre d'un droit mondial anti-contrefaçon	72

**Évolutions récentes en matière de droit des nouvelles technologies :
tendances vers une nationalisation du droit de l'internet français**

Frédéric LAURIE	79
I. Vers une nationalisation du droit des communications au public en ligne pour une protection étendue des acteurs de l'internet français	82
A. La constitutionnalisation du droit de l'internet	82

B. Le mouvement d'extension de la compétence des juridictions françaises.....	86
II. Vers une nationalisation du droit des noms de domaine pour une régulation étendue de l'internet français.....	90
A. La définition d'un régime légal du droit des noms de domaine.....	90
B. La mise en place d'instruments nationaux de contrôle des noms de domaine	92
 La responsabilité pénale des personnes morales en droit Thaï	
Surasak LIKASITWATANAKUL	99
I. L'évolution du droit Thaïlandais	99
II. Le droit Européen, source possible de progrès pour le droit Thaï.....	101
A. L'Angleterre et la <i>Common law</i>	101
B. La France et le système de droit civil.....	103
C. Pour sortir de l'ambiguïté du droit Thaï.....	104
 Les droits de la défense en procédure pénale thaïlandaise	
Pokpong SRISANIT	107
I. Les droits de la défense au niveau international.....	109
A. L'installation des droits de la défense par la Déclaration universelle des droits de l'homme	109
B. La concrétisation des droits de la défense par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	110
II. Les droits de la défense en Thaïlande.....	111
A. L'étendue de la garantie des droits de la défense.....	111
1. Le droit d'être informé de la nature de la cause de l'accusation portée	111
2. Le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et d'être jugé sans retard excessif	112
3. Le droit à l'assistance d'un avocat	113
4. Le droit à convoquer et à interroger des témoins	113
5. Le droit de disposer d'un interprète	113
6. Le droit de ne pas être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable	114
B. La limite de la garantie des droits de la défense	114
Conclusion	115
 Les évolutions récentes du droit pénal français	
Philippe BONFILS	117
I. L'infraction	117
A. Le texte d'incrimination	117
B. Les éléments de l'infraction	118
II. La responsabilité	119
A. Les personnes responsables	119
B. Les causes d'irresponsabilité pénale	120

III. Les peines	121
A. De nouvelles mesures.....	121
B. La juridictionnalisation des peines.....	122
Conclusion	122
L'évolution du droit du travail en Thaïlande	
Wichitra VICHENCHOM.....	123
I. Les évolutions concernant tous les travailleurs (les lois de 1998 et de 2008)	123
A. La classification des employeurs en plusieurs catégories.....	124
B. Les indemnités dues en cas de changement de lieu de travail	124
C. L'employeur doit prévenir le salarié et l'inspection du travail quand il y a arrêt provisoire ou définitif de l'activité.....	124
II. La protection légale de certaines catégories de salariés (la loi de 2010).....	125
A. La protection des travailleurs à domicile	125
1. Les conditions d'application	125
2. La protection générale	125
3. Le statut des travailleurs à domicile	126
a. La loi a prévu deux organismes pour représenter et défendre les travailleurs à domicile	126
b. L'information des travailleurs à domicile.....	126
c. Les droits des travailleurs à domicile sont déterminés par la loi au cours de 3 phases	126
d. La rupture du contrat de travail à domicile.....	128
e. Le règlement du travailleur à domicile par d'autres moyens que des espèces.....	128
B. Les règles spéciales d'hygiène, de sécurité et d'environnement du travail (la loi de 2011).....	129
1. Les exclusions	129
2. Les dispositions générales	129
3. Les nouvelles mesures de protection générale	129
Conclusion	131
Évolutions récentes en droit du travail français	
Alexis BUGADA.....	133
I. Politique générale : une réforme segmentée du marché du travail français	135
II. Politique syndicale : la réforme controversée du dialogue social.....	137
III. Politique judiciaire : la réforme prétorienne de la réparation des accidents du travail.....	139
Thèses de l'École Doctorale Sciences Juridiques et Politiques (ED 67).....	143
Index	147
Table des matières	151